



Censurons le gouvernement Philippe-Macron!

Les députés du gouvernement estiment que les opposants à leur projet de retraite font de l'obstruction au Parlement. Ce serait une entrave à la démocratie.

Mais qui a décidé la procédure d'urgence parlementaire pour faire adopter la retraite à points et l'allongement de la durée du travail ? C'est ce gouvernement, pourtant quasiment désavoué par le Conseil d'Etat.

Qui refuse de voir que la majorité du pays est contre cette régression sociale ? C'est ce gouvernement autoritaire.

Et il n'y a pas que les retraites. Il y a les lycées en colère, l'enseignement et la recherche en ébullition, les hôpitaux en alerte, les droits des femmes malmenés, les avocats qui crient à l'injustice.

C'est ce gouvernement de violence qui envoie la police dans les lycées pour empêcher les jeunes de protester contre un examen du baccalauréat bâclé et inéquitable.

Alors oui, il faut censurer Philippe-Macron !

- Il faut les censurer dans la grève et dans la rue.
- Il faut les censurer au Parlement, pour empêcher de faire voter une loi qui bouleverse les droits de la Sécurité sociale, acquis et conquis depuis 1945. Ce n'est pas parce que Macron a été élu contre Le Pen en 2017 qu'il a le droit de piétiner la démocratie sociale.
- Il faut censurer un système présidentiel où l'Elysée décide de tout.
- Pourquoi pas **un grand référendum national** pour mettre la décision entre les mains de toutes et tous ? Puisque les députés pro-Macron parlent de démocratie, alors qu'ils votent en faveur d'une procédure référendaire. Cela permettra l'organisation d'une grande confrontation démocratique dans tout le pays.





**Un contre-projet est possible,
dans une conférence nationale
alternative !**

L'intersyndicale nationale et les grévistes convergent sur des revendications communes pour des droits universels.

ATTAC et la fondation Copernic proposent une alternative au projet Macron.

Les député-es de gauche et écologistes font des propositions.

Une Conférence alternative pour le droit à la retraite est possible, à l'initiative syndicale, avec le soutien des forces de gauche et écologistes.
Partout, des assemblées populaires peuvent la préparer.

Alors que va faire Edouard Philippe au Havre ?

Il a peur que « sa » ville lui échappe.

Sa politique est rejetée par une majorité de Français.

Le système Philippe-Macron a trop duré.